



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

A bas la collaboration de classes

Tout le pouvoir aux travailleurs par la révolution !!

DEUX TACTIQUES

Dans l'Humanité du 21 mai, J. Duclos, après avoir rappelé le succès du « front populaire » (succès électoraux du 12 mai, manifestation du Mur), éprouve « à ce propos » le besoin de composer deux tactiques : celle du P.C. et celle... des trotskystes. « A ce propos » ; mais à quel propos ? Duclos ne le spécifie pas ; aussi faisons-le pour que l'on puisse comprendre les mobiles de cet article et les buts qu'il vise. « A ce propos » ? C'est-à-dire à propos de la manifestation du Mur qui, bien loin d'être, comme l'Humanité le raconte, toute secourue de : vive Staline, a été marquée par de nombreuses et vigoureuses attaques contre Staline-sac-audos, et en particulier par deux faits politiques importants : 1° la distribution d'un tract à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires de la Fédération Socialiste de la Seine pour montrer — en termes d'ailleurs très modérés — la responsabilité de la direction du P.C. dans le fait que la réaction put librement manifester le matin 19, le défilé en rangs et au pas de plusieurs centaines de membres du P.S., criant : « Milice ouvrière, pour le Socialisme ! » réalisant la première formation de la milice ouvrière. Voilà à propos de quoi Duclos s'est vu obligé de prendre la plume.

temps, camarades de Boulogne, qu'an nom d'une tactique baptisée « classe contre classe », Duclos faisait triompher Fernand-Laurent ?

L'autre point sur lequel porte l'article de Duclos, c'est la contre-manifestation à laquelle le P.C. s'est refusé pour le matin 19 mai, « à la même heure et au même lieu » que les fascistes. Pour quelles raisons ? 1° Il y aurait eu des incidents ; 2° on nous aurait fait passer pour des fauteurs de troubles. Curieuse argumentation pour un parti qui a encore à son programme, l'insurrection armée. Il ne se demande pas si politiquement la contre-manifestation était nécessaire ou non, il s'y oppose d'abord parce qu'il y aura de la casse. Mais, dans ce cas là, il ne faut plus songer à prendre le pouvoir ; car cela demandera bien d'autres « incidents », mais pour qu'ils se fassent avec le moins de frais pour nous, il faut s'organiser en conséquence ; on verra plus loin que Duclos — logique avec lui-même — s'y oppose très violemment. Il s'y oppose ensuite parce qu'on nous fera passer pour des fauteurs de troubles. Qui fera cela sinon la bourgeoisie, ses laquais de la grande presse, ses députés, etc. Mais la résignation que Duclos prêche au prolétariat n'empêche pas cette bourgeoisie d'armer des bandes fascistes, de les envoyer contre les travailleurs et de crier à l'agression. La bourgeoisie le fait parce qu'elle voit où sont ses intérêts politiques, elle comprend qu'un recours aux armes est inéluctable, elle prépare ses hommes, elle les entraîne, elle fait des essais et elle s'effraie fort peu des appels au secours parus dans l'Humanité ou le Populaire. Elle ne craint pas de faire apparaître ses troupes de choc comme un fauteur de troubles.

En ce qui concerne la manifestation réactionnaire du 19 mai, comme d'ailleurs, dans la période présente, toutes les manifestations réactionnaires, le problème posé est : politiquement, devons-nous laisser la réaction encourager ses troupes, leur donner de l'assurance, leur permettre de conquérir le pavé ? La réponse est évidente : on ne doit pas tolérer cela. Non seulement ce n'est pas là de l'aventurisme, mais c'est la seule politique susceptible de s'opposer à l'aventure du fascisme et de la guerre. Mais Duclos et la direction stalinienne n'ont cure de cela : Staline a donné des ordres, il faut que la France (capitaliste) soit en état de se battre, l'Union sacrée pendant la guerre se prépare ; pendant la paix, cela signifie, pas de troubles, que la bourgeoisie fasse ce qu'elle veut, nous ne la gênerons pas. Ce n'est déjà pas la première fois que le P.C. s'oppose, dans les derniers mois, à des manifestations. Citons : pour Schussnig, il écriqua la manifestation projetée ; contre les deux ans, il s'opposa au C.U. A.A. à une grande démonstration devant une caserne ; et maintenant, il a laissé la réaction manifester militairement le 19 mai. Staline a signé l'ordre de trahison ; les Duclos et Cie l'exécutent.

Enfin, c'est contre la milice ouvrière que Duclos se dresse. Il qualifie les ca-

marades T.P.P.S., de la Fédération de la Seine de « trotskystes » et ajoute : « On a vu défilé les quelques dizaines de membres de ces fameuses « milices », qui peuvent tout au plus servir d'épouvantail à l'usage des bourgeois ». Les camarades T.P.P.S. sont, pour la plupart, déjà fixés sur les stalinien et sur leur politique. Ils ne seront que plus édifiés par ces mots de Duclos (qui ne se souvient plus du temps où il dirigeait en uniforme les groupes de défense pour le P.C. et l'A.R.A.C.) : Tous ceux qui ne veulent pas mener de lutte réelle contre le fascisme, comme tous ceux qui n'y croient pas, ne manquent pas d'user de tous les moyens pour discréditer les efforts des camarades pour la lutte physique, pour démoraliser les camarades ; (Voir suite page 2)

«Staline a raison»

Accordez vos violons :
« Le fait atteste que le Gouvernement français est bien réellement l'ennemi du travail et de la paix... »
BARBUSSE,
(« Monde » du 3 mai 1935)

Note de la Commission des Fêtes

Nous donnerons dans le prochain numéro un compte rendu de notre fête du 25 ainsi que les numéros gagnants de la tombola.

NOTRE MOTION

Contre les capitulars ! Pour la lutte révolutionnaire ! Pour une avant-garde marxiste !

Vous avez à choisir entre deux politiques : l'une, celle du Secrétariat, la politique du statu quo et de la passivité, l'autre, la politique révolutionnaire telle qu'elle s'est manifestée lors du Conseil Fédéral de la Seine du 25 février dernier avec ses mots d'ordre de rassemblement, d'organisation et de sécurité des masses (milices, armement des travailleurs, communes ouvrières, comités d'usine, comités de techniciens), mots d'ordre qui ont été violemment combattus lors du dernier Conseil national.

Seule la motion que nous vous présentons reprend en termes clairs les mots d'ordre et les moyens de cette politique révolutionnaire votée par la majorité du dernier Conseil fédéral de la Seine. La motion de la Bataille Socialiste ne reprend pas ces mots d'ordre et recule devant l'attaque du Secrétariat au dernier Conseil national (quant au mot d'ordre des milices et de l'armement, Bracke, co-signataire de la motion de la Bataille Socialiste, l'a abandonné pour se joindre à Lebas au cours du Congrès de la Fédération du Nord, où se dernier déclara : « Nous ne pourrions organiser l'armement du peuple que lorsque nous aurons conquis le pouvoir. Ce sera le résultat de notre victoire et non le

LE FRONT POPULAIRE DOIT AGIR

Sinon c'est la victoire des « minorités agissantes »

Par delà les obstacles la grande bourgeoisie poursuit sa politique de renforcement de l'Etat et d'amputation progressive de l'acquis des classes laborieuses, avec une implacable rigueur. Avant les élections, pour résoudre le problème du déficit causé par les dépenses militaires, De Wendel avait dicté les conditions du grand capital : Pas d'inflation, déflation massive sur les « créanciers de l'Etat ».

Les élections, comme nous l'avons montré, malgré une absence d'orientation révolutionnaire qui peut s'avérer un désastre, au moment décisif, ont révélé que les masses repoussaient les solutions de misère de la réaction et du fascisme, et en votant pour le parti le plus « extrême gauche », manifesté leur volonté de s'engager dans la voie révolutionnaire. Les récentes élections cantonales de la capitale rouge, confirment cette appréciation et marquent un succès pour le Parti Communiste. Le seul malheur (et il peut prendre toutes les proportions de la catastrophe) c'est qu'il n'existe plus de Parti Communiste.

L'expérience de l'Italie prouve irréfutablement que les succès électoraux, même les plus considérables, pèsent peu à côté de la « minorité agissante » des bandes fascistes, que le capital financier, le moment venu, porte au pouvoir à la faveur de la panique. Aujourd'hui, la bourgeoisie, en pré-

sence de la « volonté du pays », s'aperçoit qu'elle ne pourra imposer sa politique que par la force. Au lieu de faire des phrases pour duper ses troupes, elle prend des dispositions en conséquence. Bailly indique que c'est désormais sur l'exemple italien que se trouve calqué le plan d'action de nos exploités : « Le Fascisme a pu s'emparer du pouvoir grâce à la violence ordonnée, militarisée. Que font donc à ce moment les socialistes italiens ? Les socialistes se sont terrés, parce qu'ils n'étaient ni entraînés, ni disciplinés. Et ils ont été réduits au silence. »

C'est pourquoi, quand Flandin se présente docilement pour appliquer les projets de De Wendel, contre les retraités, contre les pensionnés, contre les assurés sociaux, toute la droite active, tous les partisans du coup d'état, posent la question politique. « Ce n'est pas dans une telle atmosphère qu'on pourra se mettre à soigner à la fois pensionnés, rentiers, assurés sociaux, anciens combattants, fonctionnaires et contribuables de tout poil. » En un mot, les mesures sont bonnes, mais il faut l'atmosphère, il faut l'équipe.

L'atmosphère ? Le magnat De Wendel, et ses acolytes de la haute industrie et de la grande Banque, se charge de la créer. Par des mouvements bien calculés on crée la panique sur le marché des valeurs et des marchandises.

(Voir suite page 4)

moyen de nous l'acquiescer. » (Populaire du 27 mai 1935). La motion de la Bataille Socialiste passe complètement sous silence la question de la guerre, qui est intimement liée à la lutte pour le pouvoir. Par cela même elle entrave le travail de clarification politique tout à fait indispensable.

Nous affirmons que le devoir de chaque militant est de ne pas se prêter, en votant des textes qu'on peut interpréter dans les sens les plus opposés, à des manœuvres qui aboutiraient à un nouveau négro-blanche, c'est-à-dire à la stagnation. Chacun doit prendre ses responsabilités, dire clairement dans quelle voie il veut s'engager et cela sans équivoque.

Cette clarification, nous voulions la faire en commun avec des camarades signataires de la motion de la Bataille Socialiste. Ils s'y sont refusés à la Commission des résolutions de la Seine, ont maintenu intégralement leur texte. A leur défaut nous reprenons les mots d'ordre de la seule politique susceptible d'assurer le pouvoir au socialisme et de faire du Parti l'arme de cette lutte !

Ont signé :
Seine. — Balay (G. E. de la Seine), Frank (14°), Gérard (18°), Molinier (19°), Naville (20°).

Seine-et-Oise. — Craipeau, Touzard (C. A. de S.-et-O.).
Drôme. — Royannez.
Isère. — Bardin.
Loiret. — Dollon.
Nord. — Danno (Valenciennes), Devreyère (Lille).
Rhône. — Berthé Joly.
Var. — Cambier.

I
Le Congrès du Parti Socialiste considère que toute la situation nationale et internationale impose au prolétariat de prendre sans délai la tête de la lutte pour le pouvoir. Si la classe ouvrière et les opprimés de toute condition ne parviennent pas à s'emparer du pouvoir, en expropriant la bourgeoisie, c'est la réaction militarisée des Tardieu et des Weygand et le fascisme des La Rocque, des Bucard et des Taittinger qui inévitablement s'en empareront.

C'est pourquoi le Parti Socialiste proclame sa volonté de rassembler les masses travailleuses immédiatement sous le mot d'ordre de la lutte pour le pouvoir, qui doit servir d'axe à l'action

(Voir suite page 4)

IL FAUT RELEVER LE DRAPEAU DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Mauvais arguments pour une mauvaise cause

De la défense révolutionnaire à l'Union Sacrée

Comme Lénine le dénonçait pendant la guerre, des nuées de théoriciens se lèvent pour la défense théorique et scientifique de la reconnaissance par l'Internationale Communiste de la défense nationale impérialiste.

Les premiers en date ne valent pas cher.

1° Dans son grand discours à l'Assemblée d'information, Thorez se couvrait d'un « grand exemple historique, camarades ». C'est l'attitude de Marx et Engels soutenant jusqu'au 4 septembre 1870 la guerre contre l'empire français. Par conséquent les communistes peuvent soutenir la guerre contre le fascisme allemand.

Le malheur est que cet argument éculé a déjà servi jusqu'à l'usure complète entre les mains de Vaillant, Guesde, Scheidemann et Kautsky au cours de la guerre de 1914. Et que dans les articles réunis dans *Contre le Courant*, Lénine et Zinoviev ont démontré que la guerre de 1870 était une guerre nationale, conséquence du mouvement national bourgeois, démocratique, unificatrice, progressiste du peuple allemand. C'est le contenu de classe de la guerre, sa signification dans l'histoire de l'émancipation des classes qui dictait l'attitude de Marx et d'Engels, dans la fin de la période historique des guerres nationales continentales. Quel est le contenu de classe d'une guerre de l'impérialisme français ? Si Thorez veut utiliser cet argument en sa faveur, il arrive bien après Vaillant, Guesde et Scheidemann. Même Cachin peut lui expliquer cela.

D'ailleurs, dans cette guerre de l'époque pré-impérialiste, Marx et Engels soutenaient Bebel et Liebknecht dans le refus des crédits de guerre de Bismarck, plus frais que Laval ou Weygand.

2° Duclos vient ensuite. Il nous rappelle Lénine, lors de l'offensive du bourreau Kornilov, pratiquant à l'égard du gouvernement de Kerensky une tactique, non pas de soutien, mais tournant toutes les forces contre le principal ennemi.

Nous avions vulgarisé cet exemple lors du plébiscite rouge et dans tout le processus allemand : alors le parti communiste allemand au lieu de pratiquer, contre Hitler, la tactique de Lénine contre Kornilov, préféra faire front unique avec les fascistes allemands contre le lamentable gouvernement socialiste de Prusse de Braune-Severing. Ce fut la victoire de Kornilov-Hitler.

Mais c'est aujourd'hui que Duclos reprend l'exemple. Il ne s'agit plus du front unique avec les « social-fascistes » d'hier sur le front de classe, mais d'une construction invraisemblable dans laquelle Hitler demande toujours Kornilov, mais où le Kerensky à « soutenir d'une certaine manière » deviendrait Laval-Weygand, c'est-à-dire non le faible travailliste Kerensky de la révolution démocratique ballotté par l'histoire, mais le puissant impérialisme français.

Il faut ajouter que le lamentable imbécile triomphe jusqu'au bout. Il continue la citation : « Autre changement, écrit Lénine, nous mettons également en ce moment au premier plan le renforcement de l'agitation pour ce qu'on pourrait appeler des « revendications partielles » (ainsi vous voyez les revendications immédiates, etc...).

Mais la citation continue et voici les revendications partielles que Lénine énumère : « arrête Milionkov, arme les ouvriers de Pétrograd, appelle les troupes de Cronstadt, de Viborg, d'Helsingfors, dissous la Douma, arrête Rodzianko, légalise la transmission des domai-

nes des seigneurs terriens aux paysans, établis le contrôle ouvrier des céréales et de l'industrie. »

Ainsi Lénine qui, plus loin, exhorte les soldats à assommer les généraux et les officiers qui se déclareraient pour Kornilov, se dresse pour jeter à la face de Duclos le cri de « milice ouvrière ».

3° Thorez, Duclos et Gitton répètent à qui veut l'entendre : « Nous ne sommes pas des déserteurs. Nous entrerons à l'appel de Lénine dans toute guerre si réactionnaire soit-elle. » En effet, Lénine déclare que les communistes et les prolétaires entreront dans les guerres déchaînées par l'impérialisme. Sur ce point, nous devons discuter avec de bons camarades de la gauche du parti socialiste qui se déclarent pour « le déclenchement de la grève insurrectionnelle en réponse à la guerre ».

Si les marxistes-léninistes écartent ce mot d'ordre, ce n'est certes pas par une raison de principe. Mais le mécanisme du déclenchement des guerres par les impérialismes, leur préparation matérielle et morale font que, malheureusement, le moment de la déclaration de guerre (si déclaration il y a) est celui où le prolétariat et ses organisations sont le moins aptes à faire jouer l'instrument d'envergure qu'est la grève insurrectionnelle. Ainsi le mot d'ordre s'avère creux, et, par conséquent, dangereux. L'exemple de Jouhaux et des anarchistes français montre ce que devient le mot d'ordre de « grève insurrectionnelle » et en quoi il se transforme.

Lénine dit que les communistes et les prolétaires entreront dans la guerre impérialiste en esclaves qu'ils sont. Mais ils entreront en adversaires irréductibles de la défense nationale pour continuer la lutte de classes, pour travailler à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Ce n'est pas ainsi que Thorez et autres démontreront qu'ils ne sont pas des déserteurs. A l'assemblée d'information du P.C., Thorez a répondu : « Ici, je réponds à une question qui m'a été posée ». Alors, dans une telle guerre déclenchée par Hitler contre l'U. R. S. S., appliquerez-vous votre mot d'ordre : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ? « Eh bien, non. Parce que dans une telle guerre, il ne s'agit pas d'une guerre impérialiste entre deux clans impérialistes, il s'agit d'une guerre contre l'Union Soviétique. »

4° Ainsi le mot de la fin est celui-ci : il s'agit pour les prolétaires de « défense révolutionnaire ». Au nom de cette défense, ils devront entrer dans la guerre impérialiste au service de l'impérialisme français.

Ne discutons même pas ici le caractère douteux, instable, perfide de l'alliance de l'impérialisme français avec l'U. R. S. S. Ne discutons pas des fins dernières poursuivies par la bourgeoisie française, comme par toute autre bourgeoisie d'Europe ou d'ailleurs, dans le prochain carnage déclenché par la crise capitaliste.

Il reste que les chefs du P.C. vouent le prolétariat à se river aux chaînes de leur bourgeoisie jusques y compris les massacres de la guerre, à travers toutes les crises de la guerre. Et cela au nom de la défense révolutionnaire de quoi ? des prolétaires français, de leur révolution faite ou à faire ? Non, de l'Etat russe prolétarien dont la bourgeoisie française mérite l'étranglement.

Mais en restera-t-on là ?

Engagé dans cette voie, il était fatal que les leaders communistes aillent

Deux tactiques

(Suite de la page 1)

les uns insinuent : les provocateurs ; les autres tentent de ridiculiser : un épouvantail. Pendant ce temps, l'ennemi se prépare et s'arme intensivement.

La politique des Duclos, de tous les adversaires des milices ouvrières, si elle n'évitera pas le combat, coûtera beaucoup plus cher aux camarades qui sont les pionniers dans la résistance réelle, organisée, armée, au fascisme : à ce titre, il faut les dénoncer comme les plus coupables des pertes que la lutte entraînera. Et demain il faut les réduire au silence. Les attaques d'un Duclos contre les T.P.P.S. n'auraient pas dû rester sans réponse de la part de la Fédération de la Seine. C'est autrement important que de défendre tel ou tel maire qui saura mener à bien sa barque en tout état de cause. Comment les dirigeants de la Fédération de la Seine peuvent-ils vouloir assurer autour des groupes de défense toute la sympathie, tout le soutien indispensable de tout le parti et de toute la classe ouvrière s'ils se taisent quand *l'Humanité* se livre à une besogne immonde où viendront s'alimenter tous les tenants de la réaction ?

Et tout le problème des « deux tactiques » est posé pour la Fédération de la Seine ? Il est bien de voter une motion révolutionnaire, il est déjà mieux de tenter au Mur de la mettre en pratique. Mais si on ne la poursuit pas méthodiquement, systématiquement, à chaque moment, en toutes questions, on aura les mêmes résultats — ou des résultats pires — que si on ne faisait rien d'autre que la direction du P.S.

Duclos met les ouvriers socialistes de la Seine devant deux tactiques. Fort bien ? Il y a la sienne qui, avec quelque peu de tapage, est identique à celle de la droite du parti : opposition bienveillante aux ministères bourgeois, légalisme le plus absolu, pas de lutte pour le pouvoir, préparation de l'union sacrée. En face, il y a celle pour laquelle nous ne cessons de lutter depuis des mois : qui consiste à préparer, à se préparer pour des luttes révolutionnaires formidables. Il y a un choix à faire entre deux tactiques : celle des stalinien politiques de pleuterie, de capitulation et de défaite ; et celle des « trotskystes », politique d'énergie, de combat révolutionnaire et de victoire.

plus loin : à Prague, Sverna déclare que les communistes veulent défendre « l'indépendance tchécoslovaque ». A Paris, le spécialiste P.V.C. écrit : « Les communistes ne plantent pas le drapeau dans le fumier. Ils ne condamnent pas l'armée pour elle-même. Ils ne méconnaissent pas l'idée de patrie (non, depuis Marx, ils savent que les prolétaires n'ont pas de patrie). Ils veulent conquérir pour les masses laborieuses le droit à leur drapeau, le droit à leur armée, le droit à leur patrie. »

Et ils veulent sauvegarder, EN ATTENDANT, toutes les richesses matérielles et culturelles du pays. « EN ATTENDANT », c'est-à-dire sous la domination actuelle de la bourgeoisie impérialiste, de la patrie bourgeoise. Ainsi la défense révolutionnaire franchit le fossé qui sépare du social-patriotisme.

La politique de la « défense révolutionnaire » voue le prolétariat à la guerre et à la contre-révolution. Elle est fatale pour le prolétariat français comme pour l'Union Soviétique. Et cela au nom d'une politique « réaliste ».

Il n'y a rien de plus « réaliste » pour le prolétariat que le marxisme. Depuis dix ans nous combattons la théorie et la pratique du « socialisme dans un seul pays ». Nous appelons plus que jamais les militants à venir lutter avec nous pour la renaissance de l'internationalisme prolétarien.

Premier bilan du Parti Ouvrier aux États-Unis

Le Parti Ouvrier des États-Unis (Workers Party of the United States) a été fondé fin 1934 par la fusion de la Ligue Américaine (Bolcheviks-léninistes) et du groupe Muste. La fusion se fit sur la base d'une Déclaration de principes marxistes. Le nouveau parti proclama dans cet important document sa ferme volonté de dresser un parti basé sur les principes révolutionnaires abandonnés par l'Internationale dite Communiste, ceux de Marx et de Lénine. Le Parti déclare que, à l'échelle américaine comme à l'échelle internationale, il se donne pour tâche de travailler à l'élaboration du programme et à l'organisation de la Quatrième Internationale.

Dès sa fondation, le nouveau Parti travailla à élargir son influence. Deux de ses camarades les plus en vue, notamment le camarade Cannon, rédacteur en chef du journal hebdomadaire du Parti, « The New Militant », et le camarade Muste, secrétaire du Parti, ont été envoyés à travers le pays — du bord d'un océan à l'autre, à travers tout un monde, le monde nouveau dont le mouvement ouvrier vient de donner au courant de l'année passée des preuves d'une hardiesse farouche (qu'on pense aux grèves de Toledo, de Minneapolis et de San Francisco) et d'une force pleine de jeunesse et d'impétuosité.

A la tournée de propagande et d'organisation entreprise par les deux camarades s'ajoute l'activité de tout le Parti, dont le premier résultat s'exprime par l'accroissement du nombre des adhérents d'environ 40 pour cent. Ces résultats ont été obtenus en quelques mois.

Le Parti a établi à New-York une Ecole Ouvrière Internationale, où fonctionnent 2 sections de cours. Sont, en outre, envoyés à travers la province trois cours mobiles et sont organisés plusieurs classes d'éducation théorique et pratique dans toutes les sections du Parti.

Sur le plan international, le Parti Ouvrier est en liaison étroite avec la Ligue des Communistes-Internationales (Bolcheviks-léninistes), le Parti Socialiste Révolutionnaire Ouvrier de Hollande et, par sa situation, avec des partis et groupes proclamant la nécessité de la Quatrième Internationale en Australie, en Chine, en Afrique du Sud.

Le Parti a déjà envisagé la possibilité de transformer le journal hebdomadaire en un quotidien, ce qui marquerait, évidemment, un progrès formidable. Cette question primordiale est actuellement à l'examen.

Combinant ses efforts pour la Quatrième Internationale à une activité systématique et à l'examen soigneux des problèmes américains (travail dans les syndicats, problèmes chômage, question des nègres, etc), le Parti Ouvrier prouve qu'il sait remplir ses devoirs internationaux sans négliger le travail quotidien, seul gage d'un développement sain et fructueux.

A quand la collaboration avec Flandin ?

Prague, 25 mai.

Le « Rude Pravo » (« le Droit rouge ») de ce matin publie de longs extraits de la « Pravda » de Moscou dans lesquels celle-ci invite le parti communiste de Tchécoslovaquie à redoubler d'ardeur dans sa lutte contre le fascisme et plus particulièrement contre le fascisme allemand représenté par M. Henlein. Cette invite et des instructions plus précises venues de Moscou semblent porter leurs fruits. Au cours d'un grand meeting tenu hier soir, le député communiste Sverna a fait les déclarations suivantes :

Nous sommes pour le maintien de l'indépendance tchécoslovaque QUI NE PEUT ETRE DEFENDUE QUE PAR UNE ARMÉE FORTE, expurgée de ses éléments fascistes et dans laquelle les travailleurs jouiraient de leurs libertés politiques. Nous demandons la restitution du droit de vote à l'armée... Nous sommes pour l'unité ouvrière toujours et à tout prix. AU MOMENT OU LES SOCIALISTES SONT AU GOUVERNEMENT, POURQUOI NE MENERIONS-NOUS PAS ENSEMBLE LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ? En politique extérieure, nous approuverons tout ce qui est susceptible de soutenir la politique pacifique de l'Union soviétique et de contrecarrer les plans belliqueux de l'armée hitlérienne.

NOUVELLES DE POLOGNE

Il paraît maintenant en Pologne deux organes marxistes : un journal bi-mensuel et une revue mensuelle. Ceci n'est pas du goût des stalinien en Pologne. Dans l'organe du Parti Communiste polonais (février 1935) on consacre à cette question un article spécial. Et que reproche l'auteur de l'article ? Il n'y a pas longtemps le grand péché dont on accusait les marxistes, c'était de réclamer le front unique prolétarien avec les partis socialistes. Et comme les socialistes étaient considérés comme des social-fascistes, les marxistes étaient accusés d'être les agents du social-fascisme, et par cela du fascisme. Mais sur l'ordre de leur chef, les stalinien polonais ont radicalement changé leur tactique dans la question du front unique. Il y a quelque temps le chef des stalinien polonais, Lenski, écrivait qu'on ne pouvait faire le front unique qu'avec les ouvriers social-démocrates, qui sont prêts à lutter contre leurs chefs social-fascistes et à se mettre aux ordres du P.C. polonais ; aujourd'hui ils lancent le mot d'ordre du front unique sur le modèle français. Bien plus ! Ils préchent aujourd'hui le front unique avec des organisations ouvertement fascistes. Pendant cinq années le P.C. polonais, dans toutes ses résolutions et articles, ne cessait d'affirmer que tous les partis sont écartés, que lui, le P.C.P., a l'hégémonie sur tout le mouvement ouvrier et qu'on approche déjà du moment décisif où se posera la question de la prise du pouvoir. Les divergences ne portaient que sur la question de savoir qui est-ce qui prendrait le premier le pouvoir : Thalman en Allemagne ou le P.C.P. en Pologne. Maintenant dans l'organe du Comité Central du P.C. on affirme que l'organisation des jeunes fascistes ont sous leur direction un demi-million de membres, ouvriers et paysans, tandis que l'influence du P.C. est inexistante. Et l'auteur recommande à l'organisation ouvrière des jeunes de lancer une plateforme qui pourrait servir de base de discussion pour un front unique. Et il fait à ce propos deux remarques : premièrement que ceci ne se limitera pas aux seules organisations de jeunes, mais que le Parti tout entier devra entrer dans cette voie ; deuxièmement, que l'agitation internationale des jeunes communistes ne doit pas blesser les sentiments nationaux des jeunes fascistes.

Toute une série de procès vient d'avoir lieu en Pologne contre les « trotskistes » et beaucoup d'entre eux ont été condamnés à plusieurs années de travaux forcés. A ce sujet il faut noter la remarque d'un juge bourgeois à l'issue de l'un de ces procès : « Il faut condamner les trotskystes plus fortement que les communistes officiels, car ces derniers font de la propagande pour l'U.R.S.S., tandis que les autres veulent la révolution mondiale ».

Au Congrès de Seine-et-Oise

Déclaration des Délégués G.L.B.

Dans la Seine-et-Oise l'accord entre les tendances de gauche a pu se réaliser entre la Bataille Socialiste, le C. A. S. R. et le Groupe B. L. comme le préconisait au congrès notre camarade Touzard.

La motion commune a retenu en effet les mots d'ordre suivants que nous considérons comme les principaux objectifs et moyens pour le pouvoir :

- a) La popularisation et la préparation de la grève générale ;
- b) La création de la Défense ouvrière ;
- c) La propagande pour l'armement du peuple.

Quant à nous, nous entendons donner tout leur sens à ces mots d'ordre révolutionnaires. Il serait dérisoire par exemple d'assigner à la Milice Ouvrière la tâche de défendre le Pouvoir Socialiste une fois qu'il sera conquis... (par l'oppression du Saint-Esprit) ainsi que le propose le citoyen Lebas. Non ! la tâche de la Milice Ouvrière est de défendre le parti et la classe ouvrière de passer à l'offensive, de briser les rems aux fascistes, et de préparer, avec l'appui de larges masses ouvrières, le renversement du régime capitaliste.

La propagande pour les mots d'ordre révolutionnaires ci-dessus est liée pour nous à la lutte systématique pour les communes ouvrières, suivant l'exemple de la Commune de Paris et de la Commune Soviétique.

Sur notre demande, nos camarades de la Bataille Socialiste et du C. A. S. R. ont inscrit dans la motion commune la condamnation de la défense nationale en régime capitaliste et de l'union sacrée avec les partis bourgeois. Cette question prend d'autant plus d'importance qu'aussi bien dans le Parti Socialiste (déclaration de Léon Blum : les travailleurs ne seront pas les derniers à partir contre Hitler) que dans le Parti Communiste (déclaration de Staline : La France a raison de maintenir ses armements au niveau de sa sécurité) l'avant-garde révolutionnaire est traitée aujourd'hui par ses chefs qui s'apprêtent à renouveler l'union sacrée d'Avril 1914. Le regroupement de cette avant-garde, voilà la tâche urgente. Bolcheviks-léninistes nous sommes convaincus que cela signifie lutter pour le regroupement d'un parti révolutionnaire basé sur la reconnaissance des erreurs et des trahisons du passé, pour la construction d'une Internationale marxiste et léniste : la 4^e.

POUR LE SOCIALISME
REVOLUTIONNAIRE, EN AVANT !

Seule une politique de combat peut sortir le parti du marais

À Mulhouse, la majorité marquera le pas.

Dans quinze jours, le Congrès aura déterminé l'orientation politique du Parti. Il est à craindre que cette orientation officielle soit sensiblement identique à celle fixée à Toulouse, c'est-à-dire encore plus en retard sur la marche réelle des événements.

Ceci découle de plusieurs causes. A Toulouse, le Parti était encore sous le coup des événements du 6 février, ce qui permit une certaine impulsion. A Mulhouse, le Congrès subira l'influence déprimante des victoires électorales du front populaire sur le fascisme, fort relatives si on les mesure au développement rapide des événements, victoires dont le caractère électoral rend bien aléatoires les effets si l'attachement à une politique de classe et la volonté d'action qu'elles expriment NE SONT PAS RÉALISÉES EN ACTES.

La stagnation sur Toulouse aura aussi une autre cause : le grand espoir chez les participationnistes avoués ou honteux, prenant de plus en plus corps au fur et à mesure que le parti communiste devient un parti de républicanisme vulgaire. Les cadres du Parti ne veulent rien entendre de la leçon réelle des faits, démontrant leur carence passée ; ils enveloppent cette carence de regrets sur la scission et de phrases unitaires, ils n'osent avouer mais nourrissent l'utopie criminelle de la conquête du pouvoir par les moyens démocratiques. Déjà le « Peuple » en toute « indépendance du syndicalisme » salue la trahison du P. C. et propose un programme à cet éventuel gouvernement de bloc antifasciste...

Mais l'avant-garde se rassemble.

Les effets de cette crise contraignent à une rapide évolution politique les couches sur lesquelles s'appuient le parti socialiste : fonctionnaires, petits paysans, commerçants, ouvriers à statuts, couches de plus en plus broyées par les mesures économiques du bonapartisme, sensibilisées par le front unique, la base par ce chemin élargit chaque jour son rôle dans le parti et cette transformation donne à l'avant-garde révolutionnaire les possibilités d'une arène plus large. Il y a un fossé chaque jour s'approfondissant, un fossé entre les illusions des somnams et l'évolution de la base du Parti sous les coups du développement de la crise.

Par l'anéantissement de ses possibilités de parti démocratique, par l'aiguise-

ment de la lutte de classe, par l'amoindrissement des espoirs parlementaires, par son régime intérieur de démocratie relative, le parti socialiste constitue un centre de rassemblement pour les révolutionnaires en opposition au parti communiste dont le régime intérieur limite l'aboutissement de toute crise progressive.

Intervenir dans cette évolution de façon décisive, rassembler sur des positions politiques claires une avant-garde, obtenir par la pression de cette avant-garde des mesures qui doivent être développées dans l'action et servir d'appui à la lutte révolutionnaire, tel est pour nous l'intérêt du Congrès de Mulhouse.

Les positions politiques en présence : Lebas - Aurioi...

La situation exerce une pression telle que le salut pour ceux qui continuent à n'espérer que dans la capitulation de la classe ennemie (préparant ainsi en réalité la capitulation ouvrière), est de s'exprimer longuement sur les buts à atteindre : LE POUVOIR, par une riche phraséologie sans jamais en préciser dans les textes les moyens, ni accepter ces moyens dans les actes.

Avec une sagesse traditionnellement philistine, cette politique ne repousse pas les moyens démocratiques « ni les autres », en cette période où il s'agit particulièrement de se préparer, donc de choisir, elle se refuse à un choix « sectaire » mais en réalité, elle témoigne quel est son choix réel par les moyens qu'elle propose, ses hommes : Lebas, Paul Faure, Severac, laissent patauger le parti dans l'électorisme, ils préparent « batailles sur batailles », et en ce qui concerne « l'autre voie », ils refusent le plus petit appui (Exemple des T. P. P. S.). Ils sont effrayés par l'éventualité des milices, ils rangent la question de l'armement dans le grenier de la tradition ou déclarent que l'armement sera le résultat de la victoire et non le moyen.

Ils acceptent la possibilité d'une grève générale mais se refusent à la préparer idéologiquement et systématiquement. Le « dynamisme » qui réside pour nous dans l'action, laquelle a son moteur dans une lucide conscience de classe et une haine farouche de classe, ce « dynamisme » est prôné par eux, mais ils ne veulent nullement en créer les prémices.

Les deux « Batailles ».

La motion de la « Bataille », elle, écarte dans l'équivoque les moyens dé-

mocratiques : c'est un pamphlet pour la lutte révolutionnaire, mais un pamphlet qui exprime un profond désaccord sur le contenu que donnent à chaque formule les différents signataires. Les uns, comme Marceau Pivert, semblent vouloir prendre l'action révolutionnaire au sérieux et mettre en clarté le « comment » de la lutte révolutionnaire ; les autres, comme Zyromski, continuent à escamoter les moyens (milices, armement, défense nationale). Se contentant de féliciter les communistes de tous leurs reniements, Marceau Pivert a accepté cet escamotage, c'est-à-dire qu'il a capitulé devant l'expression dans sa propre tendance de la conception Severac-Paul Faure et a réalisé un bloc ayant pour objectif le remplacement du secrétariat sans comprendre que cette question d'organisation est liée à tout un problème politique. Descartieux appelle cela, au Congrès de S.-et-O., « canaliser »... Marceau Pivert... Est-ce ainsi qu'on peut efficacement lutter contre le ? Nous ne sommes pas les amis du secrétariat ?

Nous mènerons contre lui une lutte implacable, mais en tant qu'il exprime une politique donnée. Toute lutte limitée à la capacité des secrétariats est absolument secondaire, impropre à former le parti et à dégager une perspective.

En réalité, en refusant de compléter sa motion, la gauche de la « Bataille » a renoncé à une clarification politique pour vaincre le Secrétariat, mais elle succombera politiquement sous les coups de l'aile à laquelle appartient ce secrétariat. La droite du Parti, pour continuer à gouverner, se délestera peut-être, après les condoléances d'usage, de Severac-Paul Faure, prononcera quelques phrases sur le pouvoir mais combattra systématiquement, en restant à la direction, l'organisation des moyens propres à transformer le parti pour la lutte pour le pouvoir.

Ceci est déjà fort clair. Bracke a capitulé. Peu à peu, ainsi on prépare la motion d'unanimité. Mais cette motion ne pourra être qu'une motion de majorité, car nous nous refusons à cette unanimité !

Nous acceptons la discipline d'action, l'unanimité dans le combat contre l'ennemi, mais nous refusons l'unanimité dans la confusion politique et nous irons au congrès avec notre motion, nous resterons fermes sur tous les points principaux.

Nous pensons et nous le répétons : ce qui importe le plus pour le parti et la classe ouvrière en France, c'est une clarification politique qui permette le regroupement et l'action d'une avant-garde ferme.

Le Congrès de la Fédération du Nord

Les camarades des autres fédérations imaginent assez mal les difficultés d'une activité de tendance révolutionnaire au sein de la Fédération du Nord. Avant comme pendant le Congrès, des manœuvres furent employées pour éviter un débat sérieux.

C'est ainsi que dans beaucoup de sections, pour empêcher les opposants de s'exprimer, des secrétaires manœuvriers avaient mis au débat de leur ordre du jour un débat sur les élections municipales. Débat qui, par sa nature même, entraînait de longues controvertes de détail ; et c'est dans la fatigue générale qu'on abordait l'ordre du jour du Congrès. Le manque de temps et la lassitude générale empêchaient de développer un débat sur le fond. Comme d'autre part de toutes les motions nationales, une seule, celle de Lebas-Severac, était transmise aux sections, la discussion dans ces conditions était rendue impossible et lui opposer un autre texte devenait un crime de lèse-fédération.

Ainsi dans la préparation du Congrès il n'y eut aucune démocratie réelle, mais bien une tendance officielle qu'il ne fallait combattre sous peine d'amoindrir sur sa section les foudres bureaucratiques.

Mais au cours du Congrès une autre méthode fut employée pour empêcher une discussion sérieuse sur le fond des problèmes, qui eût amené le heart des tendances : c'est la religion de l'unanimité à tout prix. Dès le début, tous les sous-pontifes (au lieu de parler de la question du pouvoir) donnèrent de la voix pour rappeler que dans la Fédération l'unanimité était une tradition et qu'enfin, étant donné les événements politiques, les socialistes devaient apparaître plus unis que jamais. Bref, un appel à l'union sacrée dans le Parti : manœuvre empruntée à la bourgeoisie (nous-mêmes devant l'ennemi extérieur et ne discutons plus) ceci pour ébranler les bons bougres qui commencent à trouver que le Parti, par son manque d'initiative n'est plus à la mesure des événements.

Malgré ces pressions et ces appels au patriotisme du Parti, des camarades avaient tenu bon, mais deux trahisons successives des leaders de l'opposition vinrent jeter la consternation parmi eux.

Tout d'abord, Bracke, signataire de la motion Zyromski, s'empressa de l'abandonner pour se rallier à celle de Lebas, et il nous présenta alors la mixture parue dans le Populaire du 27. Disons toutefois que pour les initiés l'attitude de Bracke était prévue et ne provoqua au-

cune surprise. On sait que Bracke a lu et commenté Marx ; aussi, ce n'est pas l'information qui pèche chez lui, mais bien le manque de caractère. Pour ne pas contrarier ses amis, il est prêt à signer toutes les motions du parti, à part bien entendu, celle des bolcheviks-léninistes dont le nom seul lui fait peur, a-t-il dit au congrès.

On pouvait toutefois espérer que les amis de Zyromski, tel Zwibel, maintiendraient le texte de la Bataille. A qui voulait l'entendre, il déclarait nettement « que la motion Lebas égalait à zéro. » A midi, il était décidé de reprendre intégralement la motion Zyromski et les trotskystes complaisants se contentèrent de leurs mandats fermes et invitèrent les hésitants à rallier la Bataille Socialiste.

Mais au vote, nous eûmes la surprise de voir Zwibel se rallier au nègre-blanc Bracke-Lebas en déclarant que cette motion lui donnait satisfaction dans l'ensemble et qu'il le faisait dans un esprit d'unité. Mais pour mieux mériter sans doute la reconnaissance de Lebas, il fit une charge maligne contre la motion bolchevik-léniniste mettant ses amis en garde contre les dangers de la 1^{re} Internationale. Dernier orateur avant la clôture, il pouvait d'ailleurs mieux nous attaquer que nous n'avions plus droit à la parole. 20 mandats de la Bataille disparurent du fait de sa défection.

Encore un prétendu rénovateur qui montre son véritable visage réformiste.

Toutefois, si ces manœuvres réussissent en partie à empêcher l'opposition de s'exprimer dans le vote, les critiques de nos camarades forcèrent plusieurs fois Lebas à sortir des généralités et des arguments de réunion publique pour prendre position sur des problèmes tels que la défense nationale, les milices, l'unité d'action. A partir de ce moment, l'unanimité voulue du début se dissipa et une différenciation s'établit.

1^o Une droite qui fit sentir clairement qu'elle était prête à rompre avec le Parti si celui-ci allait encore de l'avant (Sections d'Escaudain, Fresnes, etc.)

2^o Un centre homogène pour qui l'admiration de Lebas tient lieu de doctrine.

3^o Enfin une gauche qui, si elle n'ose pas encore nous appuyer dans le vote sympathise et applaudit nos interventions.

Nous sommes persuadés quant à nous que si une démocratie réelle existait dans notre fédération, nous aurions de ce côté bien des surprises.

L. DANNO, Valenciennes.

Jules Moch et la prise du pouvoir

TROISIÈME VOIE ?

Nous donnons ci-dessous une interview donnée par Jules Moch sur le problème de la prise du pouvoir à un de nos camarades. On voit dans cette interview se manifester en pleine lumière l'effort vers la troisième voie, l'espoir de concilier toutes les méthodes, d'utiliser tous les moyens pour éviter les frais d'une révolution, c'est-à-dire pour retomber, en définitive, dans la même ornière, à l'exemple du P. O. B. Nous donnerons d'ailleurs une appréciation plus complète dans notre prochain numéro en présentant l'analyse du livre de Jules Moch : « Pour marcher au pouvoir ».

« Je vais d'abord énoncer ce à quoi je ne crois pas. Le problème du pouvoir est si complexe qu'il est plus facile de se rendre compte de ce qui est impossible, que de ce qui est possible.

« Je ne crois pas à une évolution régulière, progressive, qui, dans le cadre de la Constitution, permette à la faveur d'élections de prendre le pouvoir et de le garder sans réactions sérieuses. Il y a nécessité de mettre la main sur les organes économiques de l'Etat, par exemple les banques, donc de résister aux contre-offensives du capitalisme. Il est probable aussi que le fascisme, inquiet de la croissance de la « ceinture rouge » ne nous laisserait pas progresser tranquillement...

« Inversement, je ne crois pas non plus à la possibilité de putschs plus ou moins romantiques, organisés par des groupements clandestins. Je suis hostile à l'armement clandestin des travailleurs, pour les mêmes raisons qui me font m'opposer à la course aux armements entre les peuples.

« Passons aux nécessités ou aux possibilités

« Je crois à la nécessité de revendiquer le pouvoir total, à la valeur spécifique de celui-ci, c'est-à-dire aux possibilités qu'il offre d'édifier le socialisme. Mais je crois que la conquête du pouvoir n'est possible qu'une fois réalisées deux conditions préalables :

« Il faut tout d'abord qu'un grand nombre de travailleurs aient conscience que le régime actuel ne peut plus subsister, avec toutes les misères qu'il apporte, et qu'il se trouve parmi eux un nombre suffisant d'hommes prêts à tout sacrifier pour leur idéal. Il faut ensuite que la classe dirigeante soit atteinte par la crise économique et politique, que ses propres défenseurs s'écartent d'elle, soient neutralisés... »

Ici le camarade Jules Moch m'indique que je pourrais trouver des explications complémentaires dans son récent ouvrage : « Pour marcher au pouvoir », dont nous donnerons l'analyse dans notre prochain numéro.

« Aucune de ces conditions préalables n'est actuellement remplie, encore qu'elles puissent l'être rapidement. La situation est pré-révolutionnaire dans les faits, mais non encore dans les esprits. L'appareil gouvernemental reste solide. Le corps électoral, tout en marquant un progrès dans les esprits, un progrès dans notre sens, reste assez stable. La course aux armements a été accueillie avec passivité par lui. Pour toutes ces raisons, nous devons développer notre propagande pour réaliser les

deux conditions préalables de la conquête du pouvoir.

« De même que j'écarte le putschisme, j'écarte la passivité résignée. Nous devons travailler sur trois plans. Les deux premiers, que je viens de résumer, étant la lutte contre le fascisme et la propagande pour le pouvoir au socialisme, nous devons, tout en poursuivant ces objectifs, dresser un cahier de réalisations immédiates.

« Un « Plan » ? Oui, le « plan » est un élément de rassemblement des masses autour d'un programme limité, mais non pas certes dans la confusion. Un plan d'action immédiate, du type de celui d'Huyghens, précisé à Toulouse, ne peut être admis que s'il apporte des remèdes, au moins temporaires, à la crise et à la misère actuelles. Il doit dans ce but s'attaquer à la plus-value globale prélevée par le capital sur le travail, qui est responsable de la crise, c'est-à-dire comporter de profondes réformes de structure qui lui donnent un aspect « révolutionnaire » et non « réformiste » qui permettent le rassemblement autour du socialisme et non dans la confusion. Ses exécutants, quels qu'ils soient, doivent d'ailleurs être persuadés que leur programme déclanchera de vives réactions et pressions du capitalisme et doivent être résolus à les surmonter coûte que coûte, sans se laisser détourner de leur chemin. »

Le camarade Jules Moch me donne ici quelques indications sur ses conceptions en matière de crédit et de banques. Je l'interroge : « Puisque nous en sommes au plan, pouvez-vous me donner votre opinion sur l'expérience belge ? »

« Je la réserve en attendant des informations plus précises. Il semble bien qu'il ait engendré une vague d'espoir parmi les travailleurs. Mais il apparaît aussi que les prix montent en Belgique, moins sans doute que ne l'indique une

presse mobilisée contre le plan par le ministère français, mais de façon sensible, puisque nous constatons des grèves dans le Borinage, avec comme objectif une hausse des salaires. C'est là pour le programme Van Zeeland — qu'il ne faut pas confondre avec le Plan du P. O. B., un indice assez grave.

« D'ailleurs, l'expérience belge n'est pas transposable en France où la situation est différente : pas de monopole industriel d'un seul établissement de crédit chez nous comme en Belgique ; pas de marché intérieur aussi dépendant du marché mondial, etc. Suivons l'effort de nos voisins avec attention et sympathie, mais ne le jugeons pas prématurément.

— Que pensez-vous des insurrections de Vienne et des Asturies ?

« Je rends hommage au courage de nos camarades. Hélas, les conditions préalables de la prise du pouvoir n'étaient pas réalisées. Vous savez au reste que la grève générale n'a pas été déclanchée...

— Ne pensez-vous pas qu'en Espagne le fait de collaborer au gouvernement puis, six mois plus tard, de se lancer dans l'insurrection, était un tournant incompréhensible aux masses ?

« Je crois que, pour instituer la République, pour introduire — ou tenter d'introduire — des réformes essentielles (constitution, laïcité, expulsion des jésuites, enseignement obligatoire, réforme agraire) il fallait que les socialistes, seuls organisés en 1931, participent au pouvoir révolutionnaire. Quant au changement politique, il a été matérialisé par les élections dernières, d'ailleurs truquées, qui ont amené une majorité de droite à la Chambre et qui ont permis aux masses de constater elles-mêmes le retournement de la situation politique. Mais la classe ouvrière n'en restait pas moins syndicalement divisée dans des conditions très différentes des nôtres...

— Vous avez analysé les conditions de la prise du pouvoir dans la situation actuelle ; mais vous n'avez pas envisagé la position que devrait prendre le Parti en cas de conflit entre impérialismes : doit-il poursuivre son action pour conquérir le pouvoir, sans craindre de provoquer même la défaite de son impérialisme, ou bien doit-il entrer dans l'union sacrée, ou attendre que le pouvoir lui soit accessible ?

« Je pense qu'on ne lutte efficacement contre la guerre qu'avant qu'elle soit déclanchée, de même qu'on ne résiste utilement au fascisme qu'avant qu'il s'installe au pouvoir. Le « défaitisme révolutionnaire » ne pouvait réuser sir qu'en Russie parce que, dès avant la guerre, le régime gouvernemental était pourri et instable, que donc la guerre l'a affaibli, au lieu de le renforcer, comme ce fut le cas chez nous. La propagande ne resterait efficace en France que dans l'hypothèse d'une campagne lointaine, d'une expédition coloniale, par exemple, ébranlant profondément l'opinion tout en laissant subsister le régime du temps de paix sur le territoire métropolitain. Mais, dans l'hypothèse d'un drame à nos frontières, il serait trop tard pour lutter utilement lorsque s'ébranleront les armées. C'est auparavant que nous devons mener notre campagne de manière à réduire les chances de conflit. C'est pourquoi je crois que notre tâche essentielle est de supprimer les bénéfices de guerre, de nationaliser les fabriques d'armes, ce qui d'ailleurs ne suffira pas à écarter tout risque de conflit : il reste encore à tenir compte des intérêts ou des besoins du capitalisme — d'où la nécessité une fois de plus démontrée de l'action pour le socialisme — et des ambitions de la caste des officiers d'active, élément qui, dans l'organisation actuelle, peut, hélas, jouer un rôle. »

NOTRE MOTION

(Suite de la 1^{re} page.)

du Parti sur tous les terrains : politique, économique, social, militaire.

La seule voie vers le pouvoir est la voie révolutionnaire. Entre les méthodes réformistes et la préparation méthodique de la prise révolutionnaire du pouvoir par le rassemblement des masses et leur organisation insurrectionnelle, il n'y a pas de place pour une troisième méthode. Seule « la force est la grande accoucheuse des sociétés ».

II

La condition préalable de cette lutte est l'action sans merci contre le gouvernement de spoliation et de guerre du type Flandin, qui, loin de défendre les libertés des travailleurs au sein du régime capitaliste, les détruit méthodiquement avec le concours des fascistes, des militaristes et de l'Eglise.

Le Parti Radical-Socialiste lui apporte son concours dans cette tâche : c'est pourquoi le Parti Socialiste considère indispensable une lutte irréductible contre ce parti pour gagner à nos idées les masses qu'il influence, et la rupture de toute alliance avec lui aux élections, au Parlement, hors du Parlement.

Il découle aussi de là que toute attitude ou pratique d'opposition bienveillante envers le Gouvernement et sa politique (votes au Parlement, etc...) doit être dénoncée comme incompatible avec une orientation révolutionnaire vers le pouvoir.

La lutte pour le pouvoir nécessite la rupture avec toute promesse et toute pratique d'Union Sacrée « même en cas d'agression caractérisée de l'Allemagne » (Discours de Blum), même sous le signe de la défense de l'U. R. S. S. Le Parti doit mener la lutte pour la révolution et l'instauration des Etats-Unis Socialistes d'Europe, comme seul moyen d'éviter la guerre. Si la guerre éclate néanmoins, la lutte pour le pouvoir doit se poursuivre par la continuation de la lutte de classes, sans égard à la défaite de son propre impérialisme.

La lutte pour le pouvoir doit comporter une propagande appropriée pour gagner au socialisme les exploités sous les armes.

III

Le Parti Socialiste déclare que les conquêtes démocratiques (libertés de réunion, de presse, d'association), qu'il ne faut pas confondre avec l'Etat parlementaire, ne peuvent être efficacement défendues que par les méthodes de l'action de masse révolutionnaire. Utilisant ces conquêtes subsistant de la période démocratique comme moyen et point de départ pour une action non limitée par la légalité bourgeoise, l'action de masse dirigée par les socialistes conduira à la lutte décisive pour le renversement de la bourgeoisie.

IV

La propagande et l'action pour le pouvoir se développeront sur la base d'un programme d'action contenant les grandes revendications (nationalisation des banques et des industries-clés) liées aux revendications particulières à chaque couche laborieuse (mise au point d'une charte de revendications principalement pour les ouvriers, les femmes, les jeunes, les paysans, les chômeurs, les étrangers, les employés, les petits boutiquiers, les colporteurs).

La lutte pour ces revendications sera placée sous le signe du contrôle par les exploités sur la production, l'échange et le crédit monopolisés par une poignée d'exploiteurs.

Le Parti fera appel aux syndicats pour se joindre à l'action commune en vue de susciter des rassemblements et des actions de masse autour des revendications ci-dessus, inscrites dans le Plan confédéral.

Pour propager la VÉRITÉ

Envoyez-nous des adresses de camarades à qui nous ferons le service avant de solliciter leur abonnement.

NOMS

ADRESSES

Liste communiquée par :

Le front populaire doit agir

(Suite de la Première Page)

On exploite l'attachement du petit bourgeois français à sa monnaie or, et aussi le besoin de stabilité dans les transactions qu'éprouve la partie de l'industrie et du commerce à laquelle les commandes de guerre ont donné un regain d'activité.

L'équipe ? Il faut pour imposer le plan de misère et de nouvelles charges militaires, une équipe forte qui n'hésite pas à aller jusqu'à la dissolution des partis ouvriers. Les Tardieu, les Chiappe, les Weygand, les Kérillis, ne cachent pas que tel est leur objectif. L'équipe Flandin se propose d'imposer les mêmes sacrifices, mais par la voie douce, tout en conservant une certaine légalité, et en s'appuyant sur les radicaux.

La méthode Flandin, de l'avis de la bourgeoisie, est jugée par le résultat des élections. On ne peut laisser plus longtemps se poursuivre la « propagande des Partis de désordre ». Ouvertement, est préconisée la méthode de « la minorité agissante ».

Il est cependant fort possible, en attendant, que la minorité agissante soit tout à fait prête à entrer en lice, que le capital tolère une expérience renouvelée du type Flandin, ou même une combinaison plus à gauche destinée à préparer un terrain favorable à la panique, et à compromettre le « Front Commun », comme un bavard impuissant.

Aveugle donc qui ne voit que les succès électoraux, loin de retarder le conflit armé inévitable, obligent la bourgeoisie à s'engager résolument dans la voie du coup d'Etat fasciste, comme seul moyen de briser net la poussée des masses vers la gauche, et en attendant, s'il faut laisser se faire une expérience compromettante pour les partis ouvriers, il est remarquable d'observer que, tandis que la bourgeoisie s'apprête à jouer à son heure la carte de la violence, le « front populaire » baigne dans le pacifisme électoral. « Qui veut la bagarre ? » demande Marty. Bien entendu, par les communistes. Quand à Blum, à l'occasion de la panique boursoière, il a bien montré que sa solution favorite restait celle des lamentations devant le mur d'argent. « Nous n'attendrons, dit-il, ni un mois, ni trois jours, ni une heure. » Pourquoi ? Pour indiquer les mots d'ordre et les moyens révolutionnaires à la classe ouvrière ? Nullement, mais « pour répéter solennellement que nous ne voulons pas la loi de la Mafia capitaliste qui a monté de toutes pièces cette aventure ».

Jamais le Front Populaire ne fut aussi « solennel », mais aussi vide de mots d'ordres qu'au moment précis où la faveur de la crise Flandin, se pose d'une façon tout à fait aiguë, la nécessité de revendiquer le pouvoir, sur le bon d'un programme d'action, clair et précis, et la nécessité de se préparer à opposer la force à la force. Au lieu de profiter du succès électoral pour passer à l'offensive, le P. C. et le P. S. paraissent effrayés par ce succès, et se bornent à crier à la panique et au coup d'Etat, nullement comme des vainqueurs qui ont un plan précis, mais comme des fuyards. Tandis que le Front populaire refuse de poser la question du pouvoir sur son véritable terrain, les canailles « participationnistes » échafaudent, dans les couloirs, des combinaisons destinées à sauver une nouvelle fois le capital. La politique réelle du P. C., la politique de Staline de conservation de la démocratie bourgeoise, porte ouvertement appui à ces combinaisons. Aucune force révolutionnaire, aucun pôle d'attraction n'orientent les masses populaires dans la voie du combat. Le P. C. fait tout pour jangler dans le statu quo ou dans le marais électoraliste.

Au contraire de ce que font le Populaire et L'Humanité, il faut présentement développer la plus vaste propagande, sous le signe de la lutte pour le pouvoir. Il faut développer le manifeste de la C.A.P., enroulé dans les cartons du Secrétariat. Il faut exposer hardiment le programme d'action socialiste. Face à la Mafia capitaliste, il faut revendiquer le contrôle ouvrier et paysan des Banques, des Industries, les comités de contrôle étant considérés comme le chaînon concret actuel, dans la lutte vers le pouvoir, dans l'usine, dans l'entreprise, vers l'expropriation des expropriateurs.

Il faut dresser la liste des grands

banquiers « paniquards » et de la poignée de financiers et d'industriels qui dirigent en fait les affaires du pays et marquer que la nette volonté du P. S. de les exproprier par la violence, est d'utiliser leurs ressources en vue de venir en aide au peuple travailleur.

Il faut propager la grève générale comme moyen de jeter la désorganisation dans les affaires des « paniquards » et d'ébranler tout l'appareil de la bourgeoisie.

Il faut créer la milice ouvrière pour écraser « la minorité agissante ».

Mais où est la direction révolutionnaire qui pourra entreprendre une telle politique ?

Lors de la manifestation du Mur, la Fédération de la Seine a pris la première initiative en propageant le mot d'ordre de la milice. Cette initiative ne saurait rester sans lendemain. La Fédération de la Seine doit entreprendre systématiquement la propagande en faveur des mots d'ordre révolutionnaires : Lutte pour le pouvoir, Socialisation, Contrôle, Milice ouvrière, Insurrection armée, Comités de masses.

Présentement, les deux directions ne peuvent, malgré les succès électoraux, mener les masses qu'à l'effondrement, par la voie des trahisons participationnistes, alors que la situation est extrêmement favorable, et pourrait, bien exploitée, conduire à la victoire.

Tous les camarades qui sont d'accord avec la politique révolutionnaire, ont le devoir impérieux de se grouper, dans les sections, ou à l'occasion du Congrès, en vue de la propagande, de l'imposer, de la réaliser.

Hors de cette solution, point de salut !

Camarades ! Amis !
Abonnez-vous !
aidez-nous !

Abonnement à la « Vérité » :

	France	Etranger
13 n ^{os} successifs :	5 fr.	7 fr. 50
26 — — — —	10 fr.	15 fr.
52 — — — —	20 fr.	30 fr.

Renouvelez votre abonnement à temps ! (le numéro d'échéance est indiqué sur votre bande). C. C. P. : Pierre Frank, 1368-55, Paris.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD

du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

VIENT DE PARAÎTRE :

Au Comité confédéral national de la C. G. T. :

Du Plan de la C.G.T. à la Conquête du Pouvoir

Discours du délégué de l'Isère au C. C. N. des 18 et 19 mars 1935.

Brochure éditée par les « Amis de la Brèche syndicale ». — Prix : 50 centimes.

En vente à la Vérité, 8, rue Legouvé, Paris (10^e).

Le Gérant : Maria CRAIPEAU

Imp. du Commerce et des Postes
Rue Notre-Dame-de-Nazareth
PARIS

POUR L'ENSEIGNEMENT DU DESSIN

Les demandes affluent

Au début de notre campagne pour l'enseignement du dessin, certains ont douté du succès. Dans les soucis de la vie moderne, il n'y a plus place pour l'art, disaient-ils. Si ces sceptiques pouvaient voir le mouceau de lettres que nous apportons chaque matin la poste, ils reconnaîtraient vite leur erreur. De nombreux correspondants nous remercient en termes touchants d'avoir mis à leur portée une méthode simple et complète pour l'étude du dessin. Nos premiers adhérents, en nous adressant leurs essais, nous disent leur joie de pouvoir cultiver librement leur sens artistique, se montrent étonnés eux-mêmes de la rapidité de leurs progrès. De tous les coins de France, des colonies et même de l'étranger, les demandes affluent. C'est la meilleure preuve de l'excellence du

même, à créer dès la première leçon en obéissant à votre inspiration spontanée.

Une feuille de papier, un crayon, un moment de loisir, et vous croquez l'homme qui passe dans la rue, votre maison, un arbre. Vous irez carrément de l'enseignement le ridicule, car avec l'enseignement par correspondance de l'École des Sciences et Arts, pas de camarade malveillant pour ricaner de vos essais, pas de professeur bougon pour arrêter votre élan d'une observation déplaisante.

Vous enverrez vos ébauches à un professeur qualifié qui vous les corrigera et vous donnera gratuitement tous conseils. Ainsi vous marquerez un

PROGRES DES LA PREMIERE LEÇON

un progrès à chaque leçon, jusqu'au résultat final.

Comment ne seriez-vous pas passionné par cette marche en avant ?

Comment vous fatiguerez-vous d'un enseignement aussi vivant et varié ?

Comment ne trouveriez-vous pas un véritable bienfait moral dans ces leçons savoureuses, riches et amusantes ?

Le cours de dessin à l'École des sciences et arts comprend :

Un cours de dessin très complet en seize-leçons qui à l'aide d'exemples concrets vous donnera tous conseils utiles.

Soixante-douze groupes d'exercices que vous pourrez envoyer à la correction de professeurs qui sont des artistes de grand talent et qui vous retourneront vos essais abondamment annotés. A l'occasion de ces exercices, vous aurez la faculté, si vous le désirez, de correspondre directement avec vos professeurs et de leur poser des questions sur la manière d'orienter votre talent; ils vous répondront toujours au mieux de vos intérêts.

Vous pouvez, dès aujourd'hui, vous procurer le Cours de Dessin de l'École des Sciences et Arts au prix réduit que nous accordons à nos lecteurs. Il vous suffit d'adresser au Populaire, 5, rue Saint-Augustin, Paris-2^e, le bulletin de commande ci-dessous :

BULLETIN DE COMMANDE

Ce bulletin vous donne le choix entre trois modes de paiement :

Rayez les deux formules que vous ne choisissez pas

FORMULE A. — Paiement comptant, au prix exceptionnel de propagande. —
FORMULE B. — Paiement en six mensualités.
FORMULE C. — (Onze mois de crédit). Rien à payer d'avance.

Envoyez m'expédier le COURS DE DESSIN DE L'ÉCOLE DES SCIENCES ET ARTS.

FORMULE A. — Je vous remets sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (bitez les mentions inutiles), la somme de 600 francs, prix total du cours (tarif de faveur).

FORMULE B. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (bitez les mentions inutiles), la somme de 125 francs, montant du premier versement. Le prix total du cours étant fixé à 750 francs (tarif de faveur), je paterai le solde, soit 625 francs, à raison de 125 francs par mois, le 5 de chaque mois, à partir du mois prochain.

FORMULE C. — Le prix total du cours étant fixé à 840 francs (tarif de faveur), je m'engage à vous payer cette somme en dix mensualités de quatre-vingt-quatre francs, la première le 5 du mois suivant le mois de la livraison, les suivantes le 5 de chaque mois.

Rayez les deux formules que vous ne choisissez pas

Nom et prénoms.....

Profession.....

Demeurant à..... départ.....

Rue..... N°.....

A..... le..... 1935

Signature :